

TURQUIE.

Marseille, 24 avril.

Des lettres de Constantinople du 17, confirment la nouvelle qu'Omer-Pacha a été envoyé à Candie, uniquement pour inspecter l'armée turque. Omer-Pacha restera quel que temps dans l'île pour diriger les opérations. On dit qu'il a demandé des renforts, l'armée étant réduite à 20,000 hommes. Il veut avoir des colonnes mobiles et de fortes garnisons pour résister. La première attaque serait dirigée contre Spahia. Les Hellènes cherchent à organiser une diversion en Epire. L'Arcadie est encore parvenue, la semaine dernière, à transporter des munitions et des vivres pour les insurgés, en évitant les navires du blocus.

GRÈCE.

Athènes, 22 avril.

Le roi Georges vient de s'embarquer au Pirée, sur un bâtiment grec, il arrivera à Marseille vendredi matin, et à Paris samedi dans la journée. M. Delyani, ministre de Grèce à Paris, doit attendre à Marseille l'arrivée du roi. Sa Majesté restera huit à dix jours à Paris, puis ira en Angleterre, et de là en Danemark où elle doit se trouver pour le 24 mai, jour anniversaire de la naissance du roi.

ITALIE.

Florence, 23 avril soir.

La Banque nationale a réduit le taux de l'Escompte à 5 0/0 en maintenant à 7 0/0 l'intérêt sur les avances. — Le président du Conseil et le ministre de l'Agriculture ont signé aujourd'hui, avec les plénipotentiaires autrichiens, le traité de commerce entre l'Italie et l'Autriche.

RUSSIE.

St-Petersbourg, 23 avril.

Le Journal de St-Petersbourg met en garde le public contre la supposition que la paix soit assurée d'une manière quelconque.

Le Courrier du Nord se prononce officiellement d'une façon très-pacifique.

CORRESPONDANCE PARTICULIÈRE du Journal de Roubaix.

Paris, 23 avril.

Si nous avons pu jusqu'à présent conserver quelque espérance du maintien de la paix, il nous faudrait aujourd'hui y renoncer à peu près entièrement. Les nouvelles que l'on recueille ici, les correspondances que l'on reçoit d'Allemagne ne laissent plus guère de doute sur l'explosion prochaine du conflit. Il paraît que c'est hier que le cabinet de Berlin a reçu communication de l'opinion des trois grandes puissances : or, on a remarqué et l'on a beaucoup commenté aujourd'hui la coïncidence de ce fait avec les articles belliqueux de l'Opinion nationale, de la France et du Pays, journaux qui d'habitude sont loin de s'entendre ensemble. La France qui personnifie bien la politique tant soit peu timorée du Sénat, signale ce soir « l'impression profonde produite dans cette capitale par les nouvelles arrivées de Paris qui témoignent de la vivacité et de l'énergie du sentiment public en France. »

Le journal de M. de la Guéronnière va peut-être un peu trop vite en besogne. S'il y a un sentiment qui se soit manifesté avec énergie et vivacité chez nous dans ces derniers temps, c'est le désir du maintien de la paix. Le second sentiment qui s'est manifesté ensuite, c'est une légitime anxiété, produisant un malaise général. L'enthousiasme militaire de la nation ne s'est encore déclaré nulle part : il attendra que l'honneur de la France soit officiellement engagé ; et il faut nous attendre à une explosion subite.

La note que publie ce matin le Moniteur au sujet du court voyage que le prince Napoléon fait en Suisse, a intrigué beaucoup de gens. Ordinairement le journal officiel ne tient pas le public au courant des déplacements du Prince, et l'on se demande quel motif particulier a déterminé le gouvernement à faire cette communication. Les uns disent que cette note prouve qu'avant plusieurs jours il ne se produira aucun fait grave qui puisse rendre nécessaire la présence du Prince à Paris. D'autres disent que le Prince se rend bien en effet à Prangins, mais que comme il se trouvera près de la frontière italienne, il profitera de l'occasion pour faire une pointe jusqu'à Florence. On parle vaguement d'une étroite alliance entre l'Italie et la France.

Vous vous rappelez qu'il y a deux ou trois semaines, je vous parlais du petit canon qui étaient destinés à jouer un grand rôle dans une campagne entre les Prussiens et les Français. Depuis nous n'en avions plus eu de nouvelles. Or voici que l'Etendard nous donne de précieux détails sur ce terrible engin de destruction sans en faire une description, il nous apprend qu'à l'aide de ce canon un seul homme, à 1,800 mètres, près d'une demi-lieue, peut foudroyer un bataillon entier en quelques instants ; il pourrait lancer 40 ou 50 biscaïens à la minute. Le fameux fusil à aiguille fera triste figure en face de cet épouvantable instrument. Nous voudrions bien savoir si le gouvernement en possède beaucoup de ce genre.

Voici un bruit que j'ai recueilli sur le boulevard : je le reproduis quoique la source d'où il me vient me soit suspecte. Le gouvernement français aurait fait en Amérique un achat de 200,000 fusils se chargeant par la culasse, et le comte amiral de la Roncière escorterait ce convoi. N'en croyez pas un mot, si vous le voulez ; il suffit que les circonstances rendent un pareil bruit vraisemblable. On me dit cependant qu'il serait officiellement démenti.

Dans son dernier numéro le Mémorial Diplomatique publiait une dépêche de Berlin déclarant que la Prusse bien loin de vouloir quitter le Luxembourg prenait des dispositions pour s'y établir. Cette dépêche a été démentie avec rudesse par l'Etendard et la Patrie. Le Mémorial en tête de son numéro de ce soir publie une note où il dit que par une erreur de mise en page ce qui n'était qu'un renseignement emprunté à une lettre particulière avait été placé parmi les dépêches. Cette note ne désavoue pas le renseignement en lui-même ; elle constate seulement que le télégraphe ne l'a pas transmis, et les faits paraissent aujourd'hui en prouver l'exactitude.

Notre Bourse est peu active : les spéculateurs ne veulent plus s'engager, et préfèrent attendre. On dit toujours que le gouvernement fera après-demain une communication aux Chambres sur l'état des négociations.

La politique tue la chronique pour le moment et je crois qu'il vous intéresse peu de savoir que M. de Lamartine a refusé à un journal de caricature l'autorisation de publier son portrait-charge. M. de Lamartine, qui a été très-beau dans sa jeunesse ne pardonne pas aux dessinateurs qui l'ont représenté avec un cou de girafe quand existait la liberté de la caricature.

CH. CAHOT.

Paris, 24 avril.

On a parlé d'une offre de médiation de l'Autriche, entre la Prusse et la France. C'est là un bruit sans consistance. Il vient probablement de ce que l'Autriche a pro-

posé à Paris et à Berlin un projet de transaction pour éviter le conflit des deux puissances. L'annexion du Luxembourg à la Belgique qui céderait à la France Mariembourg et Philippeville ; ce serait là un compromis qui donnerait toute satisfaction à notre amour-propre national et qui aurait l'immense avantage d'ajourner la guerre pour un temps indéfini.

Mais il est évident que l'acceptation de ce projet serait une recrudescence de la part du gouvernement prussien ; et le langage des journaux qui représentent la politique de M. de Bismark ne nous autorise pas à supposer que les vainqueurs de Sadowa acceptent si facilement une défaite diplomatique.

La proposition autrichienne nous paraît une manœuvre d'une incontestable habileté. Le mariage du comte de Flandre avec une princesse de Hohenzollern a été menagé par la cour de Berlin, et l'on a pu constater les avances faites par la Prusse à la Belgique. En même temps que M. de Bismark cherchait à la Hollande une mauvaise querelle d'Allemand, la Prusse prenait vis-à-vis de la Belgique des airs de protectrice et elle alla un jour, pour les besoins de la cause, jusqu'à prétendre qu'elle ne voulait conserver les forteresses du Luxembourg que pour protéger l'indépendance de la Belgique. Or l'Autriche offre à la Prusse une occasion excellente de prouver ses ardent sympathies pour la Belgique, en lui donnant le Luxembourg. La Prusse nous fait assez l'effet d'être prise à son propre piège.

On assure que le cabinet de Berlin ne prendra aucune résolution définitive avant d'avoir consulté le Parlement qui va se réunir la semaine prochaine : on dit qu'il veut faire voter par lui la guerre contre la France, et convoquer ensuite le Parlement allemand pour lui faire ratifier ce vote.

Il y avait lundi chez le général Fleury une réunion presque exclusivement composée de généraux. D'après ce qu'on me rapporte l'assemblée aurait pris à un certain moment en quelque sorte l'aspect d'un véritable conseil de guerre. La conversation porta sur l'organisation de l'armée en vue d'une prochaine entrée en campagne et divers vœux furent formulés. Je ne puis vous répéter tout ce qui fut dit : il paraît qu'on tomba d'accord sur la nécessité de la formation de deux corps d'armée, placés tous deux sous le commandement suprême de l'Empereur, avec le général Trochu comme chef d'Etat-major général. Le maréchal Mac-Mahon se trouvait naturellement désigné pour le commandement de la première armée et le comte de Palikao pour le commandement de la seconde. Bien entendu, c'est sous toutes réserves que je vous répète ces renseignements.

Le langage des journaux français est très-curieux à observer ; on peut suivre au jour le jour les progrès des idées belliqueuses. A part un très-petit nombre de journaux — je parle de Paris et des départements — qui font toujours de l'opposition, tous en sont arrivés à croire que la guerre est inévitable si les Prussiens n'évacuent pas le Luxembourg ; mais les uns conservent encore une sincère espérance dans le maintien de la paix, les autres commencent seulement à prendre le ton belliqueux. En général on peut dire que la presse est bien préparée pour le cas où le conflit éclaterait, du jour au lendemain.

On dit ce soir qu'il n'est pas probable que le gouvernement soit des demain en mesure de communiquer aux Chambres l'état des négociations, mais que la communication ne serait pas retardée au-delà des premiers jours de la semaine prochaine.

M. de Bismark, disait-on, a profité des vacances de Pâques et de son déplacement de villégiature pour avoir une entrevue

avec le prince Gorkchakoff. C'est une nouvelle tout-à-fait suspecte ; mais il est certain que la Prusse peut compter, en cas de guerre, sur la neutralité bienveillante de la Russie ; de sorte que, adossée à ce pacifique voisin, elle peut tourner toutes ses forces contre ses ennemis.

La Bourse est toujours mauvaise. Les nouvelles que les spéculateurs disent recevoir de Berlin s'accroissent à dire que la Prusse est bien résolue à ne pas évacuer le Luxembourg.

L'indiscrétion de l'Etendard au sujet des petits canons en cuivre est considérée comme un grave symptôme, puisque l'on ne craint plus certaines révélations ; et l'Etendard n'est pas un journal à abuser de ses informations.

On dit que le contre-projet sur la presse présenté par M. Emile Olivier ne réunira qu'un très-petit nombre d'adhérents ; l'opposition est décidée à ne soutenir que les amendements de ses membres.

Le Bouffon a représenté M. E. Olivier avec une calotte de velours surmontée d'une girouette tricolore. M. Olivier a fait preuve d'esprit en autorisant la publication de sa charge.

Le lunch offert au palais Pompéien par le capitaine du Red White and Blue a été très animé : les assistants ont commencé par admirer le petit trois-mâts, mais aussitôt qu'on eut ouvert la soute aux rafraîchissements, ils ne s'occupèrent plus que de luncher en conscience : il fut consommé une quantité énorme de champagne et quelques têtes étaient exaltées. Quant au voyage du petit trois-mâts à travers l'Atlantique, il y a bien des gens qui soutiennent que c'est une simple mystification.

CH. CAHOT.

Le Journal militaire autrichien donne, sur l'importance stratégique du Luxembourg, les détails suivants :

« La ligne d'opération la plus courte et la plus avantageuse, ayant la France pour point de départ, est dirigée contre l'Elbe moyen et Berlin, est celle qui conduit du nord de la France par la forteresse fédérale allemande du Luxembourg, vers le parcours du Rhin compris entre Bonn et Wesel, et de là par un terrain presque entièrement découvert, vers la ligne de la Saal et de l'Elbe, où la jonction pourrait être opérée avec un corps français qui aurait franchi le Rhin supérieur et traversé l'Allemagne du sud, et où une nouvelle bataille des peuples serait livrée aux environs de Leipzig. On voit donc que la seule ligne avantageuse que l'armée française puisse suivre pour attaquer la Prusse lui est barrée par la forteresse du Luxembourg. Si elle voulait laisser de côté cette forteresse, elle devrait, soit attaquer la ligne redoutable du Rhin entre Mayence et Cologne, soit violer la neutralité de la Belgique, et s'exposer par là à un conflit avec l'Angleterre. »

Voici d'un autre côté, au point de vue, les avantages de la possession du Luxembourg pour la France : cinq lignes d'opérations conduisent de l'Allemagne à Paris ; celles : 1° de Bâle, par Belfort et Langres, de 64 lieues de distance ; 2° de Kehl, par Strasbourg et Nancy de 60 lieues ; 3° de Sarrebruck, par Metz et Châlons, de 52 lieues ; 4° de Luxembourg par Longwy, de 44 lieues ; 5° de Bruxelles, par Mons et Saint-Quentin, de 32 lieues. Les deux premières lignes sont presque deux fois plus longues que les autres ; en outre elles franchissent le Rhin et les Vosges de côté, mais elle est gênée par la redoutable forteresse de Metz et par la barrière naturelle de la Meuse. La quatrième est non-seulement la plus courte de celles qui conduisent de l'Allemagne à Paris directement, mais en outre elle laisse de côté la Meuse, suit un pays entièrement découvert, et n'est dé-

fendue que par la petite forteresse de Longwy, qui ne peut pas contenir plus de 2,500 hommes.

Or, si la forteresse de Luxembourg, qui peut facilement, par une ceinture de travaux avancés, être transformée en un camp retranché et en un centre d'évolutions, et dont la garnison au minimum est de 40,000 hommes, tombait aux mains de la France, les Allemands se verraient fermer la porte qui leur permettrait d'attaquer les Français sur leur propre terrain. »

On écrit de Kehl, au Courrier du Bas-Rhin :

« Quelques nouvelles mesures militaires : les Strasbourgeois, désireux de voir des fusils à aiguille, peuvent actuellement se donner ce plaisir en traversant le pont. Depuis trois jours, une compagnie du régiment d'infanterie badois, garde du corps, est venue de Carlsruhe à Kehl ; les soldats sont armés de fusil prussien. »

« Du reste, toute l'armée badoise en sera bientôt pourvue ; on le donne aux recrues, aux vieux soldats ; on réunit les hommes en permission chez eux pour les exercer au maniement de la nouvelle arme, et l'on en congédie temporairement d'autres à leur place. Les officiers et les sous-officiers s'exercent déjà au tir avec le fusil à aiguille. »

« A Mayence, malgré les assertions venues de Berlin, on se hâte de mettre tout en état, et on liquide la situation de l'an dernier en payant une indemnité aux propriétaires des arbres coupés alors dans un but de défense sur le rayon des fortifications. Il semble qu'on veuille faire taire tous les mécontentements. »

« Un ordre grand-ducal dispose que les généraux et officiers porteront de nouveau des épaulettes au lieu de l'épaulette en tenue de service et en campagne ; les épaulettes sont réservées pour les revues, les visites et les réunions de société. »

« Je vous confirme la véracité d'une correspondance de la Badische Landeszeitung sur les émigrants qui passent par Kehl presque chaque jour, et que vous voyez du reste dans les rues de votre ville ; car ils prennent le chemin de fer à Strasbourg pour s'embarquer au Havre pour l'Amérique. On remarque parmi eux un grand nombre de jeunes gens ; quand on leur demande la cause de ces départs si nombreux, ils disent que c'est la crainte d'une guerre contre la France. Ces jeunes gens sont de Bade et du Wurtemberg, mais comme je vous le mandais, presque partout en Allemagne on rencontre les mêmes dispositions. »

« Le mouvement d'opinion favorable à une annexion du Luxembourg à la France se poursuit avec beaucoup d'énergie. Aux pétitions dans ce sens que nous avons déjà signalées, nous pouvons joindre, comme un signe de l'état des esprits dans ce duché, la pétition suivante, qui a été envoyée, il y a peu de jours, au roi de Hollande : »

« Sire, les habitants du Luxembourg ont été longtemps heureux sous le sceptre de la maison d'Orange, et ils n'auraient demandé qu'à garder leur autonomie, si, au milieu des événements qui ont bouleversé l'Europe, la situation du Luxembourg n'avait été profondément modifiée. »

« Aujourd'hui, il n'est plus permis à aucun de nous de se faire illusion, et nous devons songer à sauvegarder nos intérêts, en les conciliant avec nos sympathies. »

« C'est dans ce but, Sire, que nous venons, sans songer à porter atteinte aux droits de Votre Majesté, la prier respectueusement de nous permettre de nous unir à la France, qui nous ouvrira les bras avec les sentiments fraternels dont nous sommes nous-mêmes animés. »

« Nous sommes, Sire, de Votre Majesté, les très-respectueux serviteurs. »

Le Courrier du grand-duché de Luxem-

ment se fait-il que le comte de... remorque à sa suite et présente dans mon salon un homme qui n'est pas né ?

« Oh ! ma mère, dit Louis, souriant de cette étrange locution, on est toujours né, plus ou moins bien, je l'avoue ; mais enfin M. Jacques passe sans doute dans l'esprit du comte de... pour être parfaitement né. Quand vous rentrerez, regardez-le, et vous pourrez vous convaincre qu'il n'y a pas de prince au monde pour posséder un plus grand air et une distinction plus réelle. »

« Vous saurez, mon cher ami, que mon frère professe des idées libérales, beaucoup trop libérales, selon ma mère, pour un homme qui a l'honneur de s'appeler Roquevair. »

« C'est pourquoi elle reprit avec un peu d'aigreur :

« — Tout le monde a d'excellentes manières à présent, Louis. Les gens de rien font élever leurs enfants comme ceux des meilleures familles ; mais je vous prie, Louis, de ne pas en introduire autant chez moi, sous prétexte que cela est bien élevé. Je vous soupçonne pour M. Jacques d'être un peu complice de cet original de comte de... qui tranche du philosophe et du libéral ; et je ne vois pas pourquoi vous trouvez charmant de l'imiter et même de le surpasser. »

« — D'abord, ma mère, je ne connais

pas M. Jacques et je ne suis pas complice du comte de... pour le méfait de l'avoir amené dans votre salon ; quant à notre libéralisme, nous sommes cadets, et vous savez que les branches cadettes sont nécessairement dans l'opposition ; nous sommes donc dans le rôle que nous impose notre naissance, dit Louis avec un sérieux qui fit rire ma mère. »

« — Il est donc très-bien, ce M. Jacques ? »

« — Beau comme un héros de roman, ma mère, et d'un roman à la mode. Sa beauté est très-romantique ; il est très-pâle, il a des cheveux noirs, c'est le type du genre ; de plus on dit qu'il a toujours de certains airs mystérieux. On prétend aussi qu'il est très-inséparable, très-lettré. Le comte de... a mis la main sur un phénomène, il va le mettre à la mode. Cela lui fera un grand honneur. »

« Il me fut facile, au signalement que Louis nous en avait fait, de distinguer le nouveau personnage dont la présence préoccupait tant ma mère. »

« Je le reconnus à l'instant pour l'avoir vu, trois mois avant la mort de ma grand'mère, à la fête patronale de Treignac. »

« Tout le monde, ce jour-là, regardait et admirait cet étranger que le hasard semblait avoir amené là, car personne ne le connaissait. Avec son simple costume de voyage, il avait une distinction, un cachet d'élégance qui faisaient paraître

communs et vulgaires ceux de nos jeunes gens dont la mise indiquait le plus de prétention. »

« Qu'était venu faire dans le pays ce bel étranger ? s'y arrêterait-il ? Personne ne le sachant, il fut bientôt oublié. »

« Cependant des gens me dirent l'avoir rencontré quelques jours après errant dans les bois qui environnent le château de Roquevair et l'avoir vu arrêté devant la tour, dont il considérait l'écusson mutilé et les gargouilles avec une grande attention. »

« Je ne sais pourquoi sa présence dans le salon de ma mère me causa une impression étrange, désagréable même ; je me mis à penser que ce pouvait être là le futur acquéreur de Roquevair, et ce sentiment s'est trouvé véritable. »

« Ce qui me fut plus désagréable encore, ce fut de voir M. Jacques s'approcher de mesdames de Cacérés et les aborder avec un air de connaissance. »

« Comment M. Jacques les connaît-il ? »

« — Il est de retour dans la Corrèze depuis mon départ ? Pourquoi ne m'en avez-vous jamais parlé ? »

« Ce jeune homme est vraiment d'une beauté remarquable ; il a quelque chose d'imprévu, d'original, qui attire l'attention. Il m'a semblé que les yeux de votre nièce étaient bien souvent tournés vers lui pendant cette fatale soirée ; fatale pour moi-

car enfin il faut bien, puisque je m'y suis engagé, que je vous raconte mes infortunes. »

« Je vous l'ai dit ? on dansait. »

« Une autre contredanse se forme, M. Jacques prend la main de Cécile, ce qui, je crois, contraria ma mère autant que moi. Un vis-à-vis manquait, pas de cavalier. Ceux auxquels leur âge eût pu permettre de danser étaient tous autour d'une table d'écarté. Nous avions bien trois ou quatre députés et deux paires de France qui, de temps en temps, nous débattaient quelques bribes d'éloquence ; mais allez donc demander à de si graves personnages des chassés croisés non politiques ! »

« Ma mère d'un coup d'œil vit tout cela, et dans sa détresse elle s'avança vers moi : »

« — Paul, me dit-elle avec cette voix adoucie dont l'effet est irrésistible sur moi, et ce qui me ferait jeter dans une fournaise : Paul, mon cher enfant, je sais que vous avez reçu quelques leçons de danse, il n'en faut pas davantage pour se rendre utile. Je vous en prie, prenez vite une danseuse et placez-vous vis-à-vis de mademoiselle de Cacérés et de ce M. Jacques, dont les grands airs me paraissent très-impertinents. »

« Je ne calculai point si ce que ma mère me demandait était pour moi dans

les limites du possible, et si moi, sauvage enfant des montagnes, n'ayant jamais dansé que les bourees de nos paysans, je saurais me tirer passablement de ces danses de salon prétentieuses et sans gaieté. »

« Je sentis bien que la pensée de me mettre en évidence me faisait perler la sueur au front ; mais je ne songeai qu'à exécuter l'ordre de ma mère le plus promptement possible. Je jette un regard éperdu autour de moi ; je fais une invitation ; elle est acceptée avec empressement. Je conduis en triomphe ma danseuse en face de Cécile, et pendant la ritournelle je cherche à me rassurer. »

E. DE VARS.

(La suite au prochain numéro.)